



UNIVERSITÉ DE NANTES

Direction des Achats
Pôle Achats
1, Quai de Tourville
BP 13522
44035 Nantes Cedex 1

Marché public de Fournitures courantes et services passé en procédure adaptée en application en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique

**ACQUISITION D'UN PILOTE DE FILTRATION MEMBRANAIRE TANGENTIELLE MICROFILTRATION /
ULTRAFILTRATION (MF/UF).**

Date et heure limites de réception des offres

Le lundi 15 février 2021 à 13h00

Règlement de la Consultation

Référence de la consultation :
20053PAF



CE PROJET EST COFINANCÉ PAR
LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Sommaire

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. ÉTENDUE ET DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.3. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	3
1.4. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. DUREE DU MARCHE PUBLIC	4
2.2. VARIANTES	4
2.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4. NEGOCIATION	5
3. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION (DCE)	5
3.1 - RETRAIT ET CONSULTATION DU DCE	5
3.2 - PIECES DU DCE	5
4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1. CANDIDATURE DUME	6
4.2. CANDIDATURE CLASSIQUE	6
4.3. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	6
5. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
5.1. CRITERES	8
6. TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS	8
6.1. MODALITE D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
6.2. COPIE DE SAUVEGARDE	9
7. ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	10
7.1. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) AU(X)QUEL(S) IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE PUBLIC	10
7.2. SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC	11
8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
9. FERMETURE UNIVERSITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

1. Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet de la consultation

Les dispositions du présent règlement de la consultation concernent un marché public relatif à l'acquisition d'un pilote de filtration membranaire tangentielle Microfiltration / Ultrafiltration (MF/UF).

Lieux d'exécution des prestations :

Université de Nantes
Plate-forme R&D ALGOSOLIS
Chemin des infirmières - Gavy
44 602 Saint-Nazaire Cedex

1.2. Étendue et décomposition de la consultation

La procédure de passation du marché public, dont l'objet est mentionné au 1.1. du présent règlement de la consultation, est une procédure adaptée de type ouverte, en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L.2113-10 et L.2113-11 du code de la commande publique.

Motif de non-allotissement : l'objet de la consultation ne permet pas d'identifier des prestations distinctes, notamment car le matériel est intrinsèquement lié au logiciel fourni ou encore à la formation initiale dispensée.

1.3. Conditions de participation des candidats

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions énoncées à l'article R.2142-19 et suivants du Code CP. Néanmoins, quelle que soit la forme du groupement, un mandataire devra être désigné préalablement à la signature du marché public.

Il est rappelé, en application de l'article L.2193-1 du Code CP, que la sous-traitance n'est pas acceptée dans les marchés publics de fourniture, sauf si la prestation à sous-traiter concerne des travaux d'aménagement et/ou d'installation de l'équipement acquis dans le cadre de la présente consultation. Une entreprise souhaitant faire sous-traiter une partie des prestations éligibles doit déclarer le sous-traitant et le montant qu'elle envisage de faire sous-traiter avant tout début de prestation du sous-traitant, en utilisant un imprimé DC4 ; le sous-traitant et ses conditions de paiement doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles L.2193-4 à L.2193-7 du Code CP.

Le sous-traitant est soumis au respect de présentation des documents énumérés aux articles 4.1 et 4.2 du présent règlement de la consultation.

1.4. Nomenclature communautaire

Les classifications, principale et complémentaire, conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale

42912000-2 : Machines et appareils de filtration ou de purification de liquides

2. Conditions de la consultation

2.1. Durée du marché public

Le marché public prend effet à la date de réception de la notification au titulaire. Sa durée se confond avec son exécution et il prend fin au terme de la période de garantie

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans l'AECCP.

2.2. Variantes

➤ Variante facultative à l'initiative du pouvoir adjudicateur :

Cette présente consultation contient une variante facultative relative à la proposition de l'unité et des carters membranaires avec un matériau plus résistant aux phénomènes de corrosion (acier DUPLEX,...).

Les candidats souhaitant y répondre devront faire une proposition chiffrée et clairement identifiée dans le mémoire technique.

Variante facultative n° 1 : Proposition de l'unité et des carters membranaires avec un matériau plus résistant aux phénomènes de corrosion (acier DUPLEX,...).

➤ Variantes facultatives à l'initiative du pouvoir adjudicateur constituant des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats souhaitant répondre aux variantes suivantes devront faire une proposition chiffrée dans l'annexe financière et /ou devis établi par les candidats. Ces prestations devront également apparaître dans le mémoire technique.

Variante facultative n° 1 : présence d'un circuit de diafiltration indépendant avec présence d'une cuve et d'une pompe dédiée.

Variante facultative n° 2 : un système de régulation automatique de la température

Variante facultative n° 3 : Système de Nettoyage en Place

Fourniture de deux cuves supplémentaires d'une trentaine de litre pour solutions acide et base relié au circuit de l'installation pour en assurer le nettoyage en place

Variante facultative n° 4 : Formation

Une formation avancée à l'utilisation de l'équipement (suivi en fonctionnement, paramétrages des régulations, nettoyage) sera réalisée sur site (voir adresse de livraison), au maximum pour une durée d'une journée et pour un maximum de 5 utilisateurs.

Cette formation devra être réalisée dans les meilleurs délais, le délai maximum étant d'un (1) mois après l'installation de l'équipement.

➤ Variante libre à l'initiative du soumissionnaire

Préambule : Il est précisé aux candidats qu'ils doivent obligatoirement présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Conformément à l'article R.2151-8-2° du code de la commande publique, les variantes sont autorisées.

Toute variante devra répondre aux objectifs recherchés en termes de résultats.

L'ensemble des informations relatives à une variante seront regroupées clairement identifiées au moyen d'un nommage intégrant le terme « variante », et comprendront :

- Les renseignements relatifs aux propositions techniques, qui préciseront les compléments ou dérogations apportés au CCP.
- Le chiffrage de la variante.

Toute proposition non conforme au dossier de consultation des entreprises sera systématiquement rejetée.

2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à CENT VINGT JOURS (120) à compter de la date limite de remise des offres.

2.4. Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation avec les candidats ayant remis des offres régulières.

La négociation est engagée librement avec tous les candidats sélectionnés et est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre notamment sur une adaptation technique et y compris le prix.

La négociation prendra la forme d'échanges écrits ; tout entretien oral donnera lieu à un compte rendu écrit validé par les parties, afin de conserver la transparence de la procédure. En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel (ou télécopie).

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats. L'offre sera alors jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité de ne pas négocier. Il attribue alors le marché public sur la base des offres initiales.

3. Contenu du dossier de la consultation (DCE)

3.1 - Retrait et consultation du DCE

Le DCE est accessible uniquement par voie électronique. Il peut être consulté et téléchargé, gratuitement, sur la plate-forme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3.2 - Pièces du DCE

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le Règlement de la consultation (RC) ;
- l'Acte d'engagement (AE) valant cahier des clauses particulières (CCP) (**pour information, celui-ci pouvant ne pas être signé lors du dépôt de l'offre**) ;
- les documents de candidature DC1 et DC2 (pour toute candidature hors DUME) ;
- le modèle de déclaration de sous-traitance DC4 ;
- la fiche fournisseur.

L'Université de Nantes se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront mises à dispositions des candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4. Présentation des candidatures et des offres

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est gratuit et intégralement disponible sur l'espace dématérialisé du profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante: <http://www.marches-publics.gouv.fr> - référence de la procédure dans la salle des marchés : **20053PAF**.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les documents présentés par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être

accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les documents techniques pourront néanmoins être présentés en anglais.

Il est rappelé (art. R.2151-6 du Code CP) que la proposition du soumissionnaire doit être transmise en une seule fois, dans une seule enveloppe contenant la candidature et l'offre ; si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé.

Un même soumissionnaire ne pourra déposer une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement momentané d'entreprises (art. R.2151-7 du Code CP).

4.1. Candidature DUME

Le DUME est disponible en téléchargement avec le DCE. Il peut être utilisé pour constituer le dossier de candidature.

Le dossier de candidature comporte les éléments suivants :

- le DUME
- les références de marchés publics similaires ;
- le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure de passation.

La liste mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, le DC4 doivent être déposés en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

4.2. Candidature classique

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats qui ne souhaitent pas utiliser le formulaire DUME. Les notices explicatives relatives à ces formulaires sont disponibles à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le dossier de candidature comporte les éléments suivants :

- la lettre de candidature permettant d'identifier la (les) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat (DC1) ;
- les déclarations sur l'honneur du candidat (DC1) ;
- la délégation de signature, si nécessaire, justifiant de l'habilitation du signataire ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- les renseignements permettant d'évaluer l'expérience et les capacités professionnelles, techniques et financières (DC2) ;
- l'attestation d'assurance au titre de la responsabilité civile couvrant la durée du marché ;
- les références de marchés publics similaires ;
- le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure de passation.

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'Université de Nantes demandera à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande.

Tous les documents notés « DC_x » cités dans le présent règlement de la consultation peuvent être obtenus gratuitement sur le site du ministère de l'économie et des finances (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

4.3. Documents relatifs à l'offre

La signature des documents N'EST PAS OBLIGATOIRE au dépôt de l'offre
Seule l'entreprise retenue, attributaire du marché public - représentée par une personne habilitée à engager la société - sera tenue de signer les documents

- l'acte d'engagement valant CCP renseigné (la signature n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre) ;
- une décomposition du prix global et forfaitaire relative à l'équipement (devis exhaustif) ;
- une décomposition du prix global et forfaitaire (devis exhaustif) pour la variante facultative à l'initiative du pouvoir adjudicateur si les candidats y répondent ;
- une décomposition du prix global et forfaitaire (devis exhaustif) pour les variantes facultatives constituant des PSE si les candidats y répondent ;

- le catalogue des membranes compatibles avec l'unité proposée indiquant le coût unitaire ;
- un schéma de principe de type PID qui résumera le fonctionnement des boucles de circulations et des différents équipements présent sur l'unité, le positionnement des capteurs, vannes, etc ;
- un calendrier prévisionnel de livraison ;
- un mémoire technique:
 - Présentant les caractéristiques techniques de l'équipement, des variantes facultatives, si le candidat souhaite répondre à ces dernières et accompagné si possible de fiches techniques voire si possible de guides
 - Indiquant la consommation électrique, la masse et l'encombrement de l'unité
 - Présentant, à minima, les moyens mis en œuvre pour :
 - La livraison
 - L'organisation de la garantie, de la maintenance (préventive, corrective) et le service après-vente
- la liste des pièces détachées et la durée de disponibilité propre à chacune des pièces ;
- la fiche fournisseur dûment renseignée ;
- un RIB.

La signature de chacune des pièces constitutives de l'offre est possible dès le dépôt du pli, mais n'est pas obligatoire. Seul l'attributaire sera tenu de les signer.

NB : Par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire confirme son intention de candidater et s'engage à signer l'acte d'engagement ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de consultation. En outre, il s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

5. Sélection des candidatures et jugement des offres

En application des articles L.2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique, les candidats qui entrent dans une des hypothèses visées dans un de ces articles seront exclus.

Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature, et qui sont absentes ou incomplètes. Les candidats concernés disposeront alors d'un délai identique, communiqué dans la demande, pour transmettre les éléments.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, le candidat ou soumissionnaire qui ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, verra sa candidature déclarée irrecevable et sera éliminé.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R.2152-7 et R.2152-11 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables :

- **est inappropriée** (L.2152-4 du code de la commande publique), une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;
- **est irrégulière** (L.2152-2 du code de la commande publique), une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;

Toutefois, en application de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si la régularisation n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. Ce délai sera indiqué lors de l'envoi de l'invitation à régulariser l'offre. Passé ce délai, toute régularisation sera rejetée et l'offre sera déclarée irrégulière.

- **est inacceptable** (L.2152-3 du code de la commande publique) une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminé et établis avant le lancement de la procédure.

Toutefois, en application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, une offre inacceptable pourra devenir acceptable au cours de la négociation, si le pouvoir adjudicateur y a recours. Toute offre inacceptable à l'issue de la négociation sera éliminée.

Offre anormalement basse :

Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché (article L2152-5 du Code de la Commande Publique).

Conformément à l'article L2152-6, l'acheteur met en œuvre tous moyens lui permettant de détecter les offres anormalement basses. Lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette.

5.1. Critères

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères d'attribution	Pondération
Valeur technique	60%
Prix	30%
Garantie, Installation, Maintenance, SAV	5%
Délai de livraison	5%

- La méthode de jugement du critère « prix » sera la suivante :

Le candidat présentant l'offre financière la moins-disante (au plan forfaitaire) obtiendra la note maximale (30) et sera classé premier sur ce critère. La notation, pour les autres propositions, s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :

$$30 \times \frac{\text{prix de la société moins disante}}{\text{prix de la société à analyser}}$$

Pour la notation du critère prix, le nombre de points sera arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.

Exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25.

- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.

Exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26.

L'application des critères du tableau conduira à un classement des offres. L'offre économiquement la plus avantageuse, sous réserve des dispositions prévues à l'article 7 du présent règlement, sera retenue.

6. Transmission électronique des plis

Les offres seront présentées et transmises sur support électronique dématérialisé via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur. Toute offre qui ne respectera pas les dispositions du présent article sera jugée irrégulière et ne sera pas examinée.

6.1. Modalité d'envoi des candidatures et des offres

Les candidats devront transmettre leur pli par voie électronique dans les délais impartis à la page de garde du présent document sur le profil acheteur de l'Université de Nantes, dénommé PLACE

(plate-forme des achats de l'État) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> (référence publique de la procédure 20053PAF).

Cette adresse est également accessible depuis le site internet de l'Université de Nantes (<http://www.univ-nantes.fr/marchespublics>).

Pour les modalités d'envoi des candidatures et des offres sous format électronique, les candidats sont invités à se reporter aux indications fournies sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis.

Une aide technique à l'utilisation de la salle des marchés est disponible sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr/>. Un ensemble de documents est mis à disposition des entreprises pour les aider dans leur démarche. Ces documents décrivant l'utilisation et la salle des marchés de la PLACE font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les candidats qui souhaitent signer leur offre dès le dépôt de celle-ci, doivent le faire au moyen d'un certificat de signature électronique, **les points suivants doivent impérativement être respectés :**

- le certificat de signature doit respecter le niveau de sécurité autorisé par la plate-forme de dématérialisation. Les certificats peuvent être obtenus auprès des organismes listés sur le site du Ministère des finances : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/> ;
- le certificat de signature doit être conforme au règlement (UE) eIDAS n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et à l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique ; l'acquisition d'un certificat auprès d'un fournisseur référencé par le Ministère des finances garantit la conformité ;
- l'attention des sociétés est attirée sur les **délais nécessaires à l'obtention d'un certificat** (de 15 jours à un mois au minimum) et de la nécessité **d'anticiper cette acquisition** ;
- le soumissionnaire doit **impérativement mentionner le type de certificat utilisé et le moyen ou la méthode à utiliser pour le vérifier** (art. 6 de l'arrêté du 22/03/2019 sus-visé) ;
- le dépôt des offres dématérialisées sur la plate-forme **doit s'anticiper** ; cette opération, selon le poids des fichiers, peut prendre plusieurs dizaines de minutes. Il est rappelé aux soumissionnaires que **le pli est réputé accepté** lorsque le téléchargement sur la plate-forme est terminé dans le délai de remise des offres - et qu'il est **réputé non recevable** lorsque la fin du téléchargement dépasse ce délai ;
- les documents (notamment Acte d'Engagement et annexes financières) doivent être signés individuellement électroniquement (et non le fichier "enveloppe globale" zippé) ; la signature électronique ayant même valeur probante que la signature manuscrite (articles 1366 & 1367 du code civil), chaque document doit être signé électroniquement comme il aurait été signé manuellement ;
- une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

6.2. Copie de sauvegarde

En application de l'article R.2132-11 du Code CP, une copie de sauvegarde peut être transmise en parallèle de l'offre dématérialisée sur **support physique électronique exclusivement** (clé USB, CD-ROM), contenant l'intégralité des pièces énumérées à l'article 4 du présent règlement de consultation. Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis à la page de garde. Celle-ci doit respecter les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1831545A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention suivante, clairement lisible sur l'enveloppe :

COPIE DE SAUVEGARDE

Acquisition d'un pilote de filtration membranaire tangentielle Microfiltration / Ultrafiltration (MF/UF)

Procédure 20053PAF

NE PAS OUVRIR

- par courrier recommandé avec accusé réception :

Université de Nantes

Direction des Achats / Pôle Achats

1, Quai de Tourville

BP 13522

44 035 Nantes Cedex 1

- par coursier pour remise en mains propres :

Présidence de l'Université de Nantes

Direction des Achats / Pôle Achats

32 rue Kervégan

44000 Nantes

Aux horaires suivants :

Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:30 et de 14:00 à 17:00

En application de l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé, la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants et sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique, La trace de cette malveillance est conservée;
- Lorsqu'une candidature ou une offre est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des documents.

La copie de sauvegarde doit être conforme aux dispositions de l'article 6.1.

7. Attribution du marché public

7.1. Documents à produire par le(s) candidat(s) au(x)quel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public

A l'issue de l'étude des offres, le pouvoir adjudicateur vérifie les documents justificatifs mis à sa disposition par les autres administrations. Le pouvoir adjudicateur utilise le système électronique décrit ci-dessous pour cette vérification.

En cas d'absence d'un document, le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, produit dans un délai de 5 jours francs à compter de la réception de la demande les documents mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code CP, que l'acheteur lui demande.

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt de ces pièces justificatives énumérées ci-dessus, l'Université de Nantes met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne: e-Attestations.com

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer - gratuitement - sur la plateforme, les documents suivants :

- **Tous les 6 mois :**

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;

- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

- **Annuellement :**

- Attestation annuelle de régularité fiscale,

- Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle.

<https://www.e-attestations.com>

Nota : L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que les documents justificatifs soient reçus par l'Université de Nantes. A défaut de production demandée dans le délai imparti, l'offre sera éliminée et le marché sera attribué à l'offre classée à la position suivante, dans les mêmes conditions.

7.2. Signature du marché public

La signature électronique de l'acte d'engagement ne sera exigible que du seul attributaire. Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse du candidat, l'Université adressera une demande avec accusé de réception via son profil d'acheteur, mentionnant le délai de réponse imparti.

Le candidat devra transmettre les documents demandés et l'acte d'engagement, dûment renseigné et signé par la personne habilitée à engager l'attributaire, dans le même délai imparti à l'article 7.1, l'envoi pourra se faire :

- via le profil d'acheteur. La signature du document devra respecter les dispositions de l'article 6.1 du présent document.
- par courriel à l'adresse marchespublics@univ-nantes.fr , la signature du document devra respecter les dispositions de l'article 6.1 du présent document ;
- par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse mentionnée en page de garde, l'acte d'engagement devra être signé de façon manuscrite.

NOTA : à défaut de transmission de ces documents dans le délai impératif l'offre du candidat attributaire est rejetée.

Après attribution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur avise tous les autres candidats du rejet de leur offre dans le respect des articles R.2181-1 & R.2181-2 du Code CP.

Après signature de l'acte d'engagement par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du Code CP.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Plate-forme des achats de l'État, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
(Référence publique de la procédure 20053PAF).

Ou

Par courriel à l'adresse électronique marchespublics@univ-nantes.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.